

15 millions de Fcfa

à gagner au BANKO mardi le 29 janvier



JJ-20

Prix 400 F Cfa
N° 2859

le jour

Directeur de la publication
Haman Mana

Lundi 28 janvier 2019

lejourquotidien@yahoo.fr

<http://lequotidienlejour.com>
Tél.: 222 04 01 85

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Les sauvages



Célestin Djamen et Me Ndoki blessés par balles.
Ils marchaient.

Pp. 2-4

Célestin Djamen et Me Ndoki

Douala. La police a ouvert le feu sur les deux responsables du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, à Douala, samedi 26 janvier 2019, lors d'une manifestation de ce parti politique.

L'hôpital général de Douala ne faisait pas partie des lieux stratégiques initialement retenus par les militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), dans le cadre des manifestations publiques et pacifiques programmées à travers le pays, samedi 26 janvier 2019, pour dénoncer le "hold-up électoral" d'octobre dernier au Cameroun. Mais, par la force des choses, des dizaines de militants et sympathisants du parti politique du Professeur Maurice Kamto se sont retrouvés à l'esplanade de cette formation hospitalière de référence, aux environs de 10h50. Ils ont convergé vers cet hôpital où un des leurs, Célestin Djamen, secrétaire national en charge des affaires juridiques et des droits de l'homme au Mrc, venait d'être admis sous soins intensifs, après avoir reçu des balles dans la jambe gauche.

Selon des témoins de cette matinée fort agitée, le plomb a été tiré à Makepe, un quartier résidentiel de Douala 5ème, où

des militants et sympathisants du Mrc se sont rassemblés dès les premières heures, pour revendiquer la victoire volée de leur champion à l'issue de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018. "Nous étions au rond point Petit Pays, Célestin Djamen y était présent. Les policiers sont arrivés, ils ont commencé à tirer en l'air et à jeter des gaz pour nous disperser. Les gens se dispersaient, mais ils ont suivi Célestin Djamen, et un commissaire a ordonné de tirer sur lui", raconte un manifestant. D'autres sources soutiennent que les balles ont été tirées par le commissaire, que des activistes des réseaux sociaux croient avoir d'ores et déjà identifié. Au moment où débarquent les forces de sécurité, des dizaines de manifestants présents tiennent une banderole où il est écrit "Non au hold-up électoral, non aux massacres dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest..."

Aussitôt qu'ils arrivent à l'hôpital général, les manifestants entonnent des chants patriotiques et demandent le départ



de Paul Biya. Un pick-up du Groupement mobile d'intervention numéro deux (Gmi) se gare. Les militants du Mrc s'assessent à même le sol, les mains croisées sur le crâne. Les policiers lourdement armés se ruent sur les mili-

tants. "Nous avons les mains nues", scandent les manifestants. D'autres pick-up arrivent en renfort. Quatre, cinq, six, y compris un pick-up du Bataillon d'intervention rapide (Bir). Peu avant 13 heures, le reporter retrouve maître Mi-

chelle Ndoki à l'hôpital général pour faire le point des événements de la matinée. Mais il n'y aura pas de temps pour les échanges, car les policiers chargent à nouveau.

Les reporters présents en ce moment-là apprennent qu'une

femme a été évacuée dans un centre de santé de la ville, après avoir reçu des balles tirées par un policier, alors qu'elle avait trouvé refuge dans un commerce de bégnets situé non loin de l'hôpital général. Un peu plus tard dans l'après-midi, le Professeur Maurice Kamto arrive à l'hôpital général de Douala, en provenance de Yaoundé, pour apporter son réconfort à Célestin Djamen. Après quoi, il se rend à l'hôpital Ad Lucem, à Akwa Nord, où est internée maître Michelle Ndoki. La responsable régionale du Mrc, elle aussi, a reçu des balles sur la cuisse droite, dans l'après-midi de ce 26 janvier 2019. Après cette étape, Maurice Kamto conduit son état-major jusqu'au carrefour Ndokoti où il est à la tête d'une marche en direction de Yassa, tandis que d'autres heurts sont annoncés du côté de Mboppi. Le président national du Mrc déclare que la résistance va se poursuivre. Les 02 et 09 février prochains, le Mrc a un autre rendez-vous avec la rue.

Théodore Tchopa

Gaz lacrymogène et jet d'eau à la Poste centrale

Yaoundé. Les marcheurs du Mouvement pour la renaissance du Cameroun ont été dispersés et certains arrêtés par les Forces de maintien de l'ordre et de sécurité au cours d'une manifestation pacifique samedi.

La marche pacifique du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) du 26 janvier 2019 s'est transformée en une course épique à la Poste centrale de Yaoundé. Réunie à cet endroit symbolique de la capitale politique du Cameroun, une soixantaine de militants du parti de Maurice Kamto est venue manifester leur courroux face au « Hold-up » électoral ; signe que l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 est loin d'avoir livré son dernier épisode. Exécutant des chants religieux, ces marcheurs ont été dispersés à coup de gaz lacrymogène et d'eau par un déploiement exceptionnel des forces de sécurité et de maintien de l'ordre « armés » comme jamais.

Certains ont été pourchassés et happés au marché du Mfoundi sous le regard hagard des commerçants en quête désespérée de clientèle. « Je ne suis pas prêt à mourir gratuitement. Ils ont déjà gagné leur vie et appellent les autres à marcher dans les rues », lance, triste, une vendeuse de vivre frais. Tirée à la ceinture par un policier, une dame essaie de justifier sa présence à la poste : « Chef je passais seulement. Je ne fais pas partie des manifestants ». Ceci ne réussira pas à dissuader la détermination de l'homme en uniforme. Elle sera embarquée comme beaucoup d'autres vers le Commissariat du 1er arrondissement. Le questionnement des curieux et la sourire inquiet des badauds cachaient des interrogations : « Je ne suis d'aucun



parti politique parce qu'aucune de ces associations n'est pertinente à mon sens. Mais dans un Etat qui se respecte, chaque individu est libre de manifester son mécontentement face à une situation. Pourquoi chercher à étouffer leur colère ? », se demande Brice Onana. Et d'ajouter : « On a commencé à les arroser pourtant ils étaient tous assis main levée chantant en chœur. De quoi a-t-on peur ? Pourtant les populations n'ont pas suivi cet appel. Les marcheurs n'étaient qu'une poignée. Nous voulons la paix dans les régions du Nord-Ouest et le Sud-Ouest. C'est le plus urgent ».

Sécurité renforcée

La marche du Mrc devait partir de 3 points de la ville de Yaoundé à savoir : la Sous-préfecture de Tsinga, le Stade Ahmadou Ahidjo et Odza. A ces endroits, la sécurité était renforcée. Des gendarmes et policiers veillaient au grain en dispersant toute velléité de rassemblement. On pouvait entendre un

gendarme intimer l'ordre d'« Avancer ». Au rond point Nlongkak, des voitures de police y étaient stationnées ainsi qu'un camion anti émeute prêt à arroser d'eau tout marcheur hardi. « On est habitué à ce dispositif sécuritaire depuis octobre 2018 avec le Mrc de Kamto. Mais quand on les appelle pour des urgences vitales, on a des prétextes bizarres au bout du fil », s'emporte un Yaoundéen. A la Poste centrale, chacun cherchait à retrouver son domicile de peur d'être confondu à un manifestant car c'est là que les marcheurs se sont finalement retrouvés.

Les réponses musclées des forces de l'ordre et de sécurité ne sont pas de nature à dissuader la vigueur des disciples de la renaissance. « Ils traquent déjà certains même dans les maisons. Nous sommes décidés ; ce n'est que le début », précise Sosthène Médard Lipot. Maurice Kamto s'est rendu à Douala samedi au chevet des blessés et a marché auprès de ses partisans.

Solière Champlain Paka

36 manifestants en garde à vue

Bafoussam. Ils ont été interpellés lors de la « marche blanche » organisée par le MRC samedi dernier.

Les populations de la ville de Bafoussam n'ont jamais autant senti la présence des forces de l'ordre que vendredi dernier, veille du samedi 26 janvier 2019, jour de la « marche blanche » initiée et organisée par les responsables du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Des manifestations qui ont donné les insomnies tant aux autorités administratives qu'aux forces de maintien de l'ordre (Fmo).

L'entrée de la ville par Bandjoun comme le lieu-dit « mairie rurale » en passant par le « carrefour le maire » ou le rond point de la Communauté urbaine sont tenus par les hommes en uniforme encagoulés. Au lieu-dit « mairie rurale », il est 9H23 ce jour, on note la présence d'une équipe mixte de sécurité appuyée par le sous-préfet de Bafoussam-Balen. Ici, la vigilance est accrue. Le passage d'une personne habillée en blanc met en alerte les forces de l'ordre. Comme un jeu du chat et de la souris, elles sont déterminées à disperser les manifestants.

En face, ceux-ci tiennent à faire passer leur message. « Non au hold-up électoral. Non à la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Non à l'impunité des responsables du retrait de la Can 2019 au Cameroun. Oui au dialogue », c'est ce qui constitue l'essentiel des messages que brandissaient les manifestants lors de cette marche pacifique. Habillés en blanc, ils ont pris d'assaut le rond point Biao à Bafoussam tôt le matin. Malgré la présence effective des forces de maintien de l'ordre et de sécurité à cet endroit comme partout ailleurs



Les manifestants et les Fmo le 26 janvier 2019 à Bafoussam

dans la ville, ils ont tenu à passer leur message dans cette partie du pays à travers un sit-in qui a duré quelques heures. Les militants et sympathisants du Mrc n'ont pas manifesté une résistance face aux Fmo déterminées à les disperser. Après une trentaine d'échange des chants et des cris de libération du pays tout entier, ils ont pu marcher sur quelques mètres avant d'être embarqués dans les camions militaires pour la légion de gendarmerie de l'Ouest à Bafoussam.

Engagés à marcher dans toute la ville, les manifestants vont se retrouver face à une force militaire encore plus équipée. C'est avec le gaz lacrymo-

gène que les Fmo réussirent à les disperser. Face à ce dispositif, les manifestants ont décidé de lâcher prise afin de retrouver leurs domiciles. Les forces de l'ordre ont décidé d'embarquer toute personne arborant une tenue blanche dans la ville. C'est ainsi qu'au finish, on dénombre, 36 personnes interpellées et gardées à vue à Bafoussam. Aux dernières nouvelles, elles étaient toujours privées de liberté hier soir. Les avocats engagés par ce parti travaillent à leur libération. Cependant, les responsables régionaux de ce parti disent avoir atteint leur objectif.

Aurélien Kanouo

blessés par balles

Paul Atanga Nji menace

Réaction. Le gouvernement estime que ce parti a organisé « des actes de provocation ».

À la suite de la « marche blanche » organisée samedi par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Paul Atanga Nji, le ministre de l'Administration territoriale a déclaré au cours d'une conférence de presse donnée dans la nuit du samedi 26 janvier que Maurice Kamto a organisé « des actes de provocation » à Douala, Yaoundé, Bafoussam et Paris samedi. « Je dirai même que le Mrc a franchi la ligne rouge et a débordé le seuil de la tolérance », a-t-il martelé. Le Minat entend durcir davantage le ton. « Le ministre de l'Administration territoriale est l'autorité qui accorde l'agrément aux partis politiques. Ces agréments ou autorisations sont accordés sur la base des lois et règlements de la République. », a-t-il rappelé. A ses yeux, « Le Minat et les partis politiques sont liés par un contrat qui doit être respecté. » Paul Atanga Nji va plus loin et envisage même la dissolution du Mrc, un parti politique pourtant représenté à l'Assemblée nationale : « Si le responsable d'un parti politique décide de défier systématiquement l'autorité de l'Etat en organisant des manifestations illégales parfois dangereuses et susceptibles de perturber l'ordre public, le ministre de l'Administration territoriale est en droit de prendre certaines mesures conservatoires ». Fait plus grave, le Minat précise à l'endroit du « tireur du penalty » qu'« Il y a l'interdiction provisoire de ce parti politique ou l'interdiction définitive du parti qui se-



rait l'auteur des faits avérés de trouble à l'ordre public sur l'étendue du territoire. »

L'ambassade du Cameroun en France saccagée

A l'étranger, notamment en France et en Allemagne, plusieurs manifestants hostiles au président Paul Biya ont envahi la mission diplomatique, saccageant des portraits du chef de l'Etat et bureaux dans le XVI^e arrondissement de Paris. N'eût été l'intervention des forces de l'ordre pour déloger les manifestants qui « ont sauté les grilles et défoncé la porte », ils allaient commettre de pires dé-

gâts. C'est la première fois que le Cameroun est secoué par des présumés opposants au régime à partir des représentations diplomatiques. En France, ces opposants ont envahi l'Ambassade du Cameroun, saccageant tout et détruisant la photo de Paul Biya. Plus grave, ils ont remplacé les images du président Biya par ceux du président "élu" Maurice Kamto. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'à l'heure actuelle, les prestations consulaires au sein du consulat général du Cameroun à Paris sont momentanément suspendues. C'est la résultante des « actes de vandalisme » perpétrés dans les services de la mis-

sion diplomatique et consulaire, peut-on lire, d'une note de service signée hier dimanche 27 janvier 2019 par Antoine Ahmadou, chargé des affaires à l'Ambassade du Cameroun à Paris.

Au cours de cette conférence de presse conjointe avec Paul Atanga Nji, René Emmanuel Sadi, le ministre de la Communication (Mincom) a affirmé que « Certaines personnes prises en flagrant délit, perturbant l'ordre public et perpétrant diverses voies de fait, ont été arrêtées et placées en garde à vue. 62 à Yaoundé, 42 à Bafoussam et 13 à Mbouda ». Le porte-parole du gouvernement a ajouté que « Sept personnes ont été arrêtées et ramenées au siège du parti Mrc à New Deido, arrondissement de Douala 1^{er} ». D'après lui, les personnes interpellées et placées en garde à vue devraient être présentées à un juge cette semaine. René Emmanuel Sadi accuse les militants du Mrc d'avoir « tenu des meetings illégaux dans les villes de Yaoundé, Bafoussam, Mbouda et Douala ». Pour René Emmanuel Sadi, « les partisans du Mrc à Douala se sont organisés de manière agressive et ont défié les forces de sécurité ». S'exprimant sur les accusations de tirs à balles réelles, René Emmanuel Sadi s'est voulu clair : « les forces de sécurité ont eu recours à la logistique réglementaire [...] Aucune munition réelle n'a été tirée ».

JPN

Toute violence est à proscrire

Grégoire Owona.



Des militants d'un parti politique et leurs sympathisants viennent de franchir à mon humble avis la ligne rouge entre autres en saccageant et/ou incendiant plusieurs Ambassades du Cameroun ! Au nom de quoi peut-on agir ainsi ? Cela est inadmissible et inacceptable.

Désolé pour les blessés, le sang a coulé et cela doit être puni ! Toute violence est à pros-

crire d'où qu'elle vienne. Prompt rétablissement aux blessés. Le sang ne doit couler en aucun cas. Toute violence est à proscrire d'où qu'elle vienne et les conséquences de droit tirées.

Bâtir à la force du poignet, travailler toujours plus pour avancer dans les voies tracées par le Président Paul Biya, voilà ce qu'on doit faire !! Force doit revenir à la loi!

"Barbarie inacceptable"

Jean-Michel Nintcheu, député, SDF



Après les affrontements du 23 janvier dernier, la soldatesque de M. Biya vient une fois de plus de frapper dans la capitale économique. Avec à la clé des manifestants dispersés à coup de gaz lacrymogènes et surtout deux citoyens grièvement blessés par balles tirées par les exécutants de la cinquième colonne du régime de M. Biya.

Je tiens à condamner avec fermeté cette barbarie inacceptable en plein 21^{ème} siècle. Tirer à bout portant sur des manifestants à mains nues qui ne demandent qu'à exercer leurs droits de s'exprimer et de manifester relève d'une sauvagerie inouïe intolérable en République. A force d'interdire systé-

matiquement les manifestations pacifiques de l'opposition, M. Biya rend inévitable la révolution violente dans notre pays. L'enlèvement actuellement observée dans la crise anglophone n'a manifestement pas servi de leçon à M. Biya et son régime.

Prompt rétablissement aux combattants Célestin Djamen et Me Ndoki pour leur abnégation au combat. Leur sang versé pour la noble cause constitue un formidable levain pour le combat pour un Cameroun plus libre et plus démocratique. La résistance doit continuer jusqu'à ce que tombent les vestiges de la dictature de M. Biya.

"Éviter que de tels actes soient banalisés"

Le Manidem

Le Manidem condamne avec la plus grande énergie, toute utilisation des armes offensives dans la gestion, par les Forces de Maintien de l'Ordre (FDO), des manifestations pacifiques. Le respect de la réglementation des manifestations publiques, ne saurait se soustraire au respect sacro saint de la vie humaine. C'est pourquoi les responsables de l'usage de ces

armes lors des manifestations du samedi 26 janvier 2019, doivent être identifiés et traduits devant les instances administratives et judiciaires compétentes. Le gouvernement camerounais, doit, sans délais, engager ces procédures pour éviter que de tels actes ne se répètent, et soient, de ce fait, banalisés.

"La dissolution du MRC ne résoudra pas les problèmes du Cameroun"

Déclaration des alliés de Maurice Kamto, à l'issue des marches pacifiques du 26 janvier

Nous avons suivi avec grand étonnement les déclarations de M. le Ministre de la Communication à la suite des marches pacifiques qui se sont déroulées dans différentes villes du Cameroun. Nous tenons à souligner avec fermeté que ces déclarations sont infondées et sans rapport avec les faits sur le terrain. Elles procèdent d'une construction qui vise à incriminer le MRC dans un dessein inavoué.

D'entrée de jeu, nous tenons à souligner que le MRC n'est pas à l'origine des maux multiformes du Cameroun, moins encore de l'incapacité du présent régime à y apporter des solutions : qu'il s'agisse de l'atteinte grave à la démocratie par les fraudes massives des élections et les détournements des résultats électoraux ; du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ou de la guerre de Boko Haram ; de la dégradation des conditions de vie des Camerounais dans tous les secteurs – transports, énergie, éducation, santé, justice, chômage ; de la corruption endémique et de l'impunité associée, ainsi que le pillage de la fortune publique, dont les événements liés à la préparation de

la CAN 2019 constituent l'illustration la plus éclatante ; l'organisation d'une succession dynastique au pouvoir ; du refus systématique de dialogue ; etc.

A cet égard, s'agissant de la menace du ministre de l'Administration territoriale de dissolution du MRC, il convient de rappeler que la mise en exécution de celle-ci, qui serait manifestement illégale, ne résoudra pas les problèmes du Cameroun sus évoqués.

Cela dit, nous voulons rappeler ce qui suit :

1) les marches pacifiques constituent une des manifestations de la libre expression des droits et libertés consacrés par la Constitution ;

2) dans les différentes villes où elles se sont déroulées, et particulièrement à Yaoundé, Douala, Bafoussam et Dschang, nulle part il n'y a eu d'échauffourées, puisque les marcheurs n'ont jamais opposé de résistance aux ordres des forces de l'ordre ; le cas échéant, les marcheurs ont étonné les mains levées ou assis à même le sol l'hymne national, rappelant que nous sommes tous citoyens d'une même Nation, comme l'attestent différentes vidéos ;

3) concernant les allégations d'atteinte à l'ordre public et de voies de fait, il n'y a eu aucun trouble à l'ordre public, encore moins voies de fait puisque les marches se sont déroulées dans la paix, sans résistance aucune devant les forces publiques ni atteinte aux biens d'aucune sorte ;

4) s'agissant particulièrement des marches à Douala, les images circulant dans toutes les vidéos montrent clairement que les forces de l'ordre ont souvent tiré à bout portant et fait usage des balles réelles ; les victimes de ces actes barbares ne sont pas une construction de l'esprit, contrairement aux déclarations du gouvernement ;

5) concernant les Camerounais et Camerounais de la diaspora qui ont exprimé leur ras-le-bol dans plusieurs pays et de différentes manières, et que les communiqués du gouvernement tendent à assimiler à des militants du MRC, nous voulons souligner que si la co-alition partage leurs griefs à l'endroit du gouvernement, il s'agit d'abord des Camerounais de tous bords qui ne sont pas aux ordres du MRC, et qui profitent simplement de l'espace de liberté offert par leurs lieux de

résidence pour manifester librement leur mécontentement ;

6) s'agissant de la déclaration selon laquelle le Cameroun est un Etat de droit où la dévolution du pouvoir se fait à travers les urnes, il convient de rappeler que celles-ci se sont exprimées le 7 octobre 2018 en faveur de Maurice Kamto, candidat des Alliés à l'élection présidentielle, alors que le Conseil Constitutionnel a proclamé le 22 octobre 2018, Paul BIYA, vainqueur de cette élection ; à cet effet, la demande de recompte des voix, qui n'est en rien contraire à l'Etat de droit, vise à faire toute la lumière sur le vrai vainqueur de cette élection. C'est au contraire la violation flagrante des principes de l'Etat de droit qui est à l'origine de la situation actuelle.

En conclusion, nous invitons plus que jamais les populations à rester vigilantes et mobilisées pour défendre leurs droits, et à cet effet nous serons toujours avec elles. Les Alliés restent disposés à la recherche des solutions appropriées aux problèmes multiformes de notre pays.

***En abrégé « les Alliés »**

"Prompt rétablissement à Me Ndoki"

Me Charles Tchakoute Patie, Bâtonnier de l'Ordre des avocats



En raison de son statut, le bâtonnier est préoccupé par la situation de tout avocat dont il est le garant de la protection. Depuis quelques mois, les avocats (que je ne nommerai pas pour des raisons sécuritaires) font l'objet d'une attaque particulière, en l'occurrence d'enlèvements par des individus non identifiés dans la région Nord-ouest et Sud-Ouest.

Ces actes, contraires à la légalité, sont inadmissibles. Au nom du barreau du Cameroun, le bâtonnier les condamne sans réserve. La réprobation du barreau du Cameroun se veut d'autant plus prononcée, que les actes sont dirigés contre les dé-

fenseurs naturels des droits et libertés.

Puisse les autorités compétentes mettre tout en œuvre pour faire cesser ces actes et tous autres de même nature contre tout citoyen.

Par ailleurs, j'apprends ce jour qu'à l'occasion de manifestations publiques et pacifiques, trois avocats-Me Tassa André Marie, Me Simh Emmanuel et Me Ngaliembou Alphonse- sont provisoirement privés de leur liberté respectivement à Bafoussam, Dschang et Bafang et qu'une avocate-Me Ndoki Michèle-a été grièvement blessée à Douala.

Le bâtonnier, au nom du barreau du Cameroun, dénonce et

condamne tout usage disproportionné de la force publique à l'égard d'une population civile, fut-ce dans la prévention ou la protection de l'ordre public, tout en restant attaché au respect de la légalité républicaine.

Le bâtonnier exhorte les Autorités à libérer les avocats arrêtés, la détention étant une mesure d'exception.

Le barreau observe très attentivement le sort qui sera réservé aux siens en difficulté, et rassure ces derniers de son réconfort et de sa protection multiforme, souhaitant prompt rétablissement à la consœur blessée.

"Je suis alarmé"

Akere Muna, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats



J'ai vu des personnalités comme M. Djamen et Maître Ndoki qui ont été touchés, par des balles réelles. indépendamment de ma prise de position sur les manifestations organi-

sées par le MRC, je suis alarmé par la facilité avec laquelle ceux qui sont censés nous protéger pointent leurs fusils sur les citoyens. En fait pour l'État la vie des citoyens n'a aucune valeur."

"Ils se mobilisent pour un Cameroun meilleur"

Franck Essi, Secrétaire Général du Cpp



Nous condamnons avec la dernière énergie les violences contre les manifestants du MRC. Nous dénonçons en particulier l'usage des balles réelles. Ces violences sont une énième manifestation de la nature répressive de ce régime. Les désaccords politiques avec le Mrc ne doivent pas conduire les autres militants / es politiques à tolérer la barbarie. Les désaccords stratégiques ne doivent pas justifier de cautionner des tirs sur des manifestants non - violents. Les rancœurs, les acrimonies et les détestations nées des disputes politiciennes ne doivent pas nous laisser indifférents aux dérives policières. Toute violence gratuite et délibérée sur un civil ou sur un officiel des forces de l'ordre n'est pas acceptable.

Tous ceux et celles qui ont été attaqués, violentés et incarcérés pour avoir manifesté de manière non - violente ont toute ma sympathie et mon soutien. On peut être d'accord ou pas avec eux / elles, ils se mobilisent pour un Cameroun meilleur. Dans ce Cameroun meilleur que nous souhaitons tous.es, on ne tire pas sur les gens sans armes et surtout sans l'intention d'agir violemment. On ne réglera jamais des problèmes politiques par la violence policière. Au mieux, on ne fera que reporter l'explosion de colère. Une explosion qui sera de plus en plus violente et de moins en moins contrôlable. La crise dans le Nord - Ouest et le Sud - Ouest nous a déjà horriblement démontré la bêtise de cette approche du tout répressif. Je le

redis une fois de plus : tôt ou tard, ce régime qui nous étouffe tombera ! Pour que cette chute soit l'aube d'une nouvelle ère, une ère de progrès, nous devons rester lucides. Ne regardons pas les symptômes mais les causes. Ne blâmons pas les victimes mais les bourreaux. Ne soyons pas les alliés passifs des fossoyeurs de nos libertés. Pour ceux et celles qui ne l'ont pas encore compris, le pays s'enfoncé chaque jour dans un chaos profond. Pour sortir de cette situation, nous devons relever la tête, faire face et agir pour refonder ce pays. FAISONS LA PART DES CHOSES, DÉFENDONS FERMEMENT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX !

Extrait loi du 19 décembre sur le maintien de l'ordre

Chapitre II : De l'usage des armes.

Article. 3- (1) l'usage des armes est interdit dans les opérations courantes de maintien de l'ordre public.

(2) l'emploi du tir à blanc ou du tir en l'air est interdit.

(3) toutefois, les grenades lacrymogènes, les bâtons et autres instruments similaires peuvent être employés, en cas de nécessité, au rétablissement de l'ordre public.

Article. 4.- (1) Nonobstant les dispositions de l'article 3 alinéa 1 ci-dessus, l'usage des armes peut intervenir sur réquisition

expresse de l'autorité administrative dans les cas suivant :

Lorsque les violences et voies de fait graves et généralisées sont exercées contre les éléments de maintien de l'ordre ;

En cas d'usage d'armes à feu contre les forces de l'ordre.

(2) dans les deux cas, l'usage d'armes n'est admis que si les forces de maintien l'ordre ne peuvent se défendre autrement et n'intervient qu'après plusieurs sommations faites par haut-parleur ou par tout autre moyen.

Découvrez votre quotidien en illimité sur tous les supports numériques

Souscrivez à l'offre 100% numérique à 150F Cfa/j

www.lequotidienlejour.info

Le journal du jour en exclusivité et celui de demain avant tout le monde

Ordre des Avocats au
Barreau du Cameroun



Cameroon Bar
Association

Conseil de l'Ordre

Bar Council

Avenue Charles ATANGANA, derrière le Mess des Officiers - Olézoa
B.P. 13488 – Tél. : (237) 652 70 91 22/(237) 655 72 36 98/(237) 222 22 03 85
www.barreau-cam.org - e-mail : oabc@barreaucameroun.org

Le Bâtonnier de l'Ordre
The Bar President

COMMUNIQUE

En raison de son statut, le Bâtonnier est préoccupé par la situation de tout Avocat dont il est le garant de la protection.

Depuis quelques mois, les Avocats (que je ne nommerai pas pour des raisons sécuritaires) font l'objet d'une attaque particulière, en l'occurrence d'enlèvements par des individus non identifiés dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest.

Ces actes, contraires à la légalité, sont inadmissibles. Au nom du Barreau du Cameroun, le Bâtonnier les condamne sans réserve. La réprobation du Barreau du Cameroun se veut d'autant plus prononcée, que les actes sont dirigés contre les défenseurs naturels des droits et libertés.

Puisse les Autorités compétentes mettre tout en œuvre pour faire cesser ces actes et tous autres de même nature contre tout citoyen.

Par ailleurs, j'apprends ce jour qu'à l'occasion de manifestations publiques pacifiques, trois Avocats-Me TASSA André Marie, Me SIMTH Emmanuel et Me NGALIEMBOU Alphonse- sont provisoirement privés de leur liberté respectivement à Bafoussam, Dschang et Bafang et qu'une Avocate- Me NDOKI Michèle- a été grièvement blessée à Douala.

Le Bâtonnier, au nom du Barreau du Cameroun, dénonce et condamne tout usage disproportionné de la force publique à l'égard d'une population civile, fût-ce dans la prévention ou la protection de l'ordre public, tout en restant attaché au respect de la légalité républicaine.

Le Bâtonnier exhorte les Autorités à libérer les Avocats arrêtés, la détention étant une mesure d'exception.

Le Barreau observe très attentivement le sort qui sera réservé aux siens en difficulté, et rassure ces derniers de son réconfort et de sa protection multiforme, en souhaitant prompt rétablissement à la Consœur blessée.

Douala, le 26 Janvier 2019.



Le Bâtonnier de l'Ordre
Me TCHAKOUTE PATIE Charles.

La production pétrolière en baisse

Cameroun. Le pays n'a produit que 6,39 millions de barils de brut pendant le 3e trimestre 2018.



Selon l'Institut national de la statistique (Ins), le Cameroun a produit 6,39 millions de barils de pétrole brut pendant le 3e trimestre 2018. En comparaison avec la production enregistrée au cours de la même période en 2017, l'on note une baisse de 0,22 million de barils.

Ainsi, la croissance de la branche d'extraction d'hydrocarbures au Cameroun a enregistré une baisse de 3,3%. Sa contribution au PIB serait négative de 0,2 point et le taux de

croissance du PIB est passé à 4,1% au 3e trimestre 2018.

L'Institut note cependant une accélération de la production de gaz (16,57 milliards de pieds cubes contre 3,57 milliards au 3e trimestre 2017), consécutive aux importants investissements réalisés, ces dernières années, dans l'extraction de gaz par les entreprises privées, associées de l'Etat. Cette embellie s'explique également par le lancement des exportations de gaz naturel et l'amélioration de la consommation de la centrale à

gaz de Kribi, dans le sud du pays.

Ces chiffres sont publiés au moment où Perenco au Cameroun la filiale camerounaise de l'entreprise franco-britannique confirme son leadership dans la production des hydrocarbures au Cameroun, avec ses 85 000 barils par jour. Ce qui fait d'elle la 2e filiale du Groupe dans le monde, juste après le Gabon.

Les opérations de production de ce consortium pétrolier au Cameroun proviennent des concessions de Rio del Rey, Moudi et du terminal offshore Ebome. Perenco y gère également quatre contrats de partage de production. Deux de ces contrats sont en production (pétrole au nord de Dissoni et gaz au sud de Sanaga) et deux autres sont en phase d'exploration à Elombo, dans le bassin de Douala Campo et Moabi dans le bassin du Rio del Rey.

Perenco opère au Cameroun depuis 1993, en étroite collaboration avec la SNH. Le 8 janvier 2019, un décret présidentiel a institué une autorisation exclusive d'exploitation pour hydrocarbures liquides, dénommée « Moabi », au profit de l'association Perenco Cameroon-SNH, sur une durée de 20 ans. Cette autorisation peut être renouvelée une seule fois, pour une période de 10 ans.

F.E avec Investiraucameroun.com

Un budget de 18.158.243.510 pour 2019

Campost. L'entreprise affronte une forte concurrence sur un marché postal qui demeure insuffisamment régulé au détriment de celle-ci.

La session du conseil d'administration de la Cameroon postal services (Campost), qui s'est tenu il y a quelques jours, était essentiellement consacré à l'examen du rapport d'activités de l'exercice 2018. Occasion également pour les administrateurs, de plancher sur le projet de plan d'action et du budget présenté par la direction générale, qui relevé plusieurs entraves.

Au cours des travaux, un constat amer ressort, lors de la présentation du rapport d'exécution du plan d'action 2018 de la Campost. L'entreprise dégage une légère baisse par rapport aux objectifs fixés. Une situation dont la principale cause, est la forte concurrence sur le marché postal qui demeure insuffisamment régulé au détriment de la Campost. A côté de cela, il faut ajouter que les difficultés de fonctionnement, surtout pour les établissements postaux situés dans les Régions en insécurité.

Au terme de l'examen du plan d'action 2019, le projet de budget a été arrêté en recettes et dépenses à la somme de dix-huit milliards cent cinquante-huit millions deux cent quarante-trois mille cinq cent dix francs (18. 158.243.510) FCFA. La hausse du budget 2019 par rapport à celui de l'exercice 2018, sera portée essentiellement par les contributions attendues de l'Etat, au titre de la première année de mise en œuvre du contrat plan Etat/Campost 2019-2021, adossée au plan de restructuration validé.

Pour une bonne exécution du nouveau budget, les administrateurs ont approuvé l'ensemble des textes proposés qui encadrent les marchés à la Campost, conformément aux dispositions du décret N 2018/355 du 12 juin 2018, fixant les règles communes applicables aux marchés publics.

MM

L'institut Saint-Jean lance son projet Fablab Innovation. L'institution propose un parcours d'ingénierie et de licence professionnelle dans la perspective de la professionnalisation de ses enseignements pour l'année académique 2019-2020.

L'institut Saint-Jean, lance son projet FabLab (laboratoire de formation), pour l'année académique 2019-2020. L'enjeu étant de permettre à la jeunesse camerounaise de bénéficier d'une formation entière sur place, analogue à ce qui se fait à l'étranger. Une formation aux normes occidentales au Cameroun, et de manière pertinente, qui évite le coût très élevé en allant en Europe. La formation devant déboucher sur l'emploi en mettant l'accent sur la création d'entreprise.

Les principes directeurs pour la création et la mise en service d'un FabLab, sont ceux de l'entrepreneuriat en ingénierie pour le contexte local du Cameroun. L'objectif principal de Succeed, est de renforcer le programme de formation en ingénierie pour les universités en étoile, en incorporant l'entrepreneuriat en ingénierie. L'entrepreneuriat en ingénierie, introduit la dimension entrepreneuriale dans la formation en ingénierie, afin de permettre aux étudiants de s'adapter à l'incertitude et à l'ambiguïté, de donner du sens au chaos, d'initier, de construire et de réaliser, au cours du processus, de ne pas simplement s'adapter au changement, mais d'anticiper et d'initier. Il associe les affaires à savoir la rédaction de business plans et les concours de tangage et la promotion de citoyens créatifs.

Le centre servira de plateforme pour les universitaires et les étudiants concepteurs des universités locales et les partenaires industriels, pour l'expérience de la Co-conception, tout en travaillant avec de nouveaux matériels et méthodes. L'infrastructure physique et technologique, facilitera le déploiement et l'échelonnement des applications techniques, des forma-

tions, ateliers sur l'entrepreneuriat et l'accès au réseautage avec les partenaires industriels et d'autres acteurs. L'élaboration des programmes s'inspirera de ce qui est déjà en place et il sera question de l'adapter aux besoins locaux, avec la contribution et la collaboration des partenaires du King's College London au Royaume-Uni.

Le projet Succeed du Cameroun est un soutien aux programmes universitaires et à la créativité dans le développement de l'ingénierie entrepreneuriale. C'est en vue de remédier aux pénuries de compétences en ingénierie tout en mettant en relief le rôle de l'ingénierie comme moteur de développement économique au Cameroun. A travers le modèle en étoile, Succeed collabore avec les partenaires et industriels du Cameroun et du Royaume-Uni. Ceci afin de mettre en relation les étudiants concepteurs avec les universitaires, les entreprises, les chercheurs et les communautés d'utilisateurs, pour faire l'expérience de la valeur de la conception, tout en travaillant ensemble sur des solutions innovantes aux réels problèmes contemporains.

L'Institut Saint Jean a été sélectionné par la Royal academy of engineering pour : mettre en place un atelier de création et d'innovation, être l'un des établissements pilote pour la refonte des programmes et de formation de sorte qu'ils répondent de manière optimale aux attentes des entreprises. Le projet Succeed est rendu possible par le programme de la Royal Academy of Engineering higher education partnership in sub-saharan Africa.

Moïse Moundi

La Csph honore le Cameroun en France

Récompense. Le directeur général de cette entreprise a reçu le prix d'excellence des managers africains.



Le directeur général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures Okie Johnson Ndoh, a reçu récemment le prix de l'excellence des managers africains. Cette récompense lui a été décernée par le Conseil international des managers africains (Cima), lors de la 25ème conférence annuelle du forum économique de l'Afrique gagnante, tenue à Paris du 14 au 15 décembre 2018. Le prix remporté a été remis le 24 janvier 2019 au directeur général de la Csph par le président du Conseil international des managers africains. C'était au cours d'une cérémonie tenue à l'esplanade de la Csph à Yaoundé. Ce prix vient recom-

penser les efforts consentis par le staff managérial de la Csph pour la régulation des prix des hydrocarbures sur le territoire national camerounais. Le Dg de la Csph a été récompensé grâce à son leadership, son patriotisme et ses performances économiques pour l'émergence du Cameroun au sein de cette entreprise qu'il conduit depuis le 11 décembre 2017, date de sa nomination comme Dg. L' élu du jour a reçu sa récompense en présence de Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce par ailleurs président du Conseil d'administration de la Csph.

Créé depuis le 13 mars 1986 à Yaoundé, le Conseil international des managers africains

est une institution qui promeut le patriotisme économique et le développement du partenariat Sud-Sud. C'est ce conseil qui organise le forum économique de l'Afrique gagnante qui est en effet une rencontre d'échange entre économistes, chef d'entreprise pour discuter sur les problématiques liées au développement des entreprises africaines. Après la cérémonie de remise du prix, le Dg de la Csph a reçu les vœux de nouvel an de son personnel. C'était l'occasion pour les employés de prendre les engagements pour que l'entreprise qui les emploie atteigne ses objectifs pour l'année 2019.

P.N

With Afriland
our child
dream

Go to the ne
or contact y
manage

8050
Call
center
24h/7



www.afriland

1053 Place de l'Indépendance
11834 Yaoundé - Cameroun
first.bank@afrilandfirst.bank.com
@afrilandfirstbankgroup



First Bank
dren can
m big
arest branch
our porfolio
er today



First Bank

firstbank.com

(237) 2 22 23 30 68 / 2 22 23 63 27
(237) 2 22 22 17 85
@ATL_Cameroun

Des étudiants de l'Iric découvrent le Grand Eweng

Imprégnation. Une cinquantaine de diplomates en herbe ont effectué une randonnée sur le site des célèbres chutes d'eau sur lesquelles devrait être construit le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique centrale.

Ce samedi 26 janvier 2017 vers 11h, une cinquantaine de jeunes gens visiblement excités prennent d'assaut l'épaisse forêt du village Ngompem, situé dans l'arrondissement de Pouma, l'un des plus importants du département de la Sanaga Maritime. Avant de s'abandonner ainsi à une marche à pied forcée sur près de 4 kilomètres, les étudiants de Master en Relations Internationales de l'Institut des relations Internationales du Cameroun (Iric) ont, à bord de leur bus, avalé les 25 km qui séparent le centre de Ngompem à la piste qui mène sur les chutes du Grand Eweng. 25 km de forêt dense et quasiment vierge, fortuitement essaimée de quelques habitations de fortune et d'une présence agricole encore balbutiante. 25 km en voiture puis ces 4 autres qui s'avèrent éprouvants pour les organismes étrangers à l'exercice physique. Tout au long du parcours, les étudiants sont réconfortés et encouragés par le nouveau Sous-préfet de l'arrondissement Pouma, le jeune Franck Ebena qui a lui-même pris les devants pour marquer son territoire. L'effort puis le réconfort à la vue de ce joyau enfoui dans les tréfonds du Bassin du Congo. « Ouah c'est magnifique, ça valait vraiment la peine », s'exclame Valère Ndongo, étudiant en Master I. « Je suis futur diplomate mais citoyen d'abord et autant que tel j'ai besoin de connaître, de prendre conscience et de protéger les ressources de mon pays », renchérit Geh Neri Chuh, le président des étudiants de l'Iric, entre deux selfies sur les pierres des chutes.

L'eau ruisselle à un rythme infernal, ravivant la couleur d'un ciel déjà si bleu. Des pierres géantes semblent faire corps avec cette eau si pure, si trépidante. Les chutes sont hautes très hautes. « Les chutes du



Ngompem, le 26 janvier 2019. Les étudiants de l'Iric font cours au bord des chutes de Grand Eweng.

Grands Eweng sont situées en hauteur et c'est ce qui fait leur spécificité, indique le Dr Yap, spécialiste en environnement et enseignant à L'Iric. Elles sont au confluent de deux collines et grâce aux conduits forcés qui seront construites, elles vont produire des chutes d'eau d'une rapidité exceptionnelle », ajoute-il. On a beau être ensorcelé par ce lieu mythique chargé d'histoire et de traditions, on ne peut s'éloigner, même le temps d'un soupir, de l'enjeu de développement colossal qu'il incarne. « Le barrage de Grand Eweng qui va être construit ici nécessite un investissement de 3.000 milliards de Fcfa. Il va générer 1800 mw et créer 3.000 emplois directs et indirects », précise le Dr Yap.

Le barrage d'accord, les populations d'abord...

Mais alors que les étudiants s'émerveillent encore de ce trésor touristique et environnemental, un pêcheur est à l'œuvre sur les bords des chutes. Le jeune Bell est dans un bon jour. Il tire de l'eau un énorme poisson suscitant les cris et les youyous des étudiants qui saluent l'exploit. La prise est belle. Un capitaine d'une vingtaine de kilos que le pêcheur aurait revendu entre 8 et 10 mille franc à son retour au village. « Nous allons offrir celui-ci au sous-préfet, glisse-t-il, tout souriant. Mais c'est comme ça que je gagne ma vie ici. Avec un poisson comme celui-ci je peux manger pendant une semaine. Avec deux ou

trois lièvres pris dans la forêt je paye la scolarité de ma fille », dit-il. « Il faut donc trouver le bon équilibre, réagit Geh Neri Chuh. Nous ne devons pas laisser les multinationales venir exploiter un site comme celui au détriment des populations riveraines. Celles-ci doivent être prioritaires. Nous devons respecter leur écosystème, leur mode vie, leurs traditions, c'est le challenge des leaders que nous sommes », appuie-t-il. Le barrage d'accord mais les populations d'abord, pourrait-on résumer. Après une séance de restitution qui dure une trentaine de minutes, les étudiant prennent le chemin du retour vers 15h. Ils ont toujours à cœur les consignes de leur encadreur, le Pr Messanga Nyamding qui leur a demandé de respecter ce lieu

qui les accueille. Un riverain se lave le visage et étanche sa soif. Les étudiants l'observent. Impassibles. Ils savent par exemple qu'ils ne doivent pas toucher à cette eau. C'est une consigne stricte. Le chemin du retour est encore plus éprouvant. Les étudiants et leurs encadreurs transpirent à grosses gouttes. Certains terminent sur les rotules. « C'était dur physiquement mais très enrichissant, avoue Valère Ndongo. Après cette randonnée, je suis un nouveau homme, plus que jamais décidé à défendre mon beau pays ». Plus qu'une simple randonnée, Grand Eweng est peut être un pèlerinage citoyen.

Hiondi Nkam IV
à Ngompem

« Les riverains doivent être impliqués »

André Yinda. Fils de l'ancien Pdg de Sosucam, Louis Yinda, et élite de Ngompem, l'homme qui a soutenu la randonnée des étudiants de l'Iric ne veut pas d'un barrage contre les intérêts des populations locales.

Vous êtes cadre dans une entreprise basée à Douala et élite de Ngompem, qu'est ce qui vous a décidé à apporter un soutien logistique et financier à cette initiative ?

Nous avons été sollicités par l'Iric et nous avons trouvé l'idée intéressante. C'est la première fois que les étudiants de l'Iric sortent ainsi de leur campus pour un programme. Nous avons dans le groupe des diplomates, des médecins et bien d'autres corps de métiers. Ils viennent du Cameroun mais de pays voisins comme la Rca et le Congo. Cette visite leur permet d'être sensibilisés de manière concrète sur des enjeux écologiques et culturels au-delà de la question économique. Toute la famille Yinda que je représente est fière d'appuyer cette initiative.

Comment s'est déroulé leur séjour ici ?

Ils sont arrivés ici (le domaine de la famille Yinda) vendredi après un passage à la paroisse Saint André de Pouma, un lieu



religieux et historique qui vient de fêter son centenaire. Plusieurs élites de la Sanaga Maritime sont passées par là. Il y a ensuite la randonnée de ce jour qui sera ponctuée par un dîner dans la soirée.

Qu'attendez-vous du barrage de Grand Eweng que l'on annonce ici ?

Ce barrage est une bonne chose parce qu'il va créer des emplois et permettre le développement de la zone, mais nous insistons pour que les populations riveraines soient impliquées. Si ce barrage ne se fait pas avec nous il risque de se faire contre nous et on l'a vu ailleurs. Il est inadmissible que l'on parle d'un projet comme celui-ci et que les populations locales soient écartées. Nos traditions et notre environnement doivent être respectés. Le projet du barrage doit être porté par les populations locales qui connaissent mieux les réalités. Il est paradoxal que les l'Etat nous appuie pour d'autres initiatives comme les écoles et les centres de santé que nous construisons ici et aille chercher des gens ailleurs pour gérer ce projet de barrage.

Propos recueillis par
H.N.IV

La citation

« L'emprunt émousse l'économie »

William Shakespeare ; Hamlet (1603)

Le chiffre

129

milliards

En 2019, l'Etat du Cameroun remboursera 129 milliards FCFA aux investisseurs du marché des titres de la BEAC.

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ



PARTICIPER À PROMOTE C'EST :

- Vivre une semaine dans un incubateur pour leaders de l'économie d'aujourd'hui et de demain
- Découvrir de meilleures opportunités d'affaires
- Découvrir des partenaires de choix
- Alerter son esprit vers les innovations
- Mieux comprendre les choix de ses concurrents
- Observer les nouvelles tendances de marketing et de communication
- Réfléchir aux besoins de perfectionnement professionnel de son entreprise
- Rencontrer de nouveaux clients
- Vivre l'expérience dans ce pôle d'émulation qu'est le Salon PROMOTE notamment pour améliorer son management, de la PME à la grande entreprise
- Faire mieux connaître sa production ou ses services sous le regard attentif des partenaires médias de PROMOTE
- Valoriser le visiteur-consommateur, arbitre de l'économie moderne



INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISE, SME AND PARTNERSHIP OF YAOUNDE



PARTICIPATING AT PROMOTE IS:

- Living a week in an incubator for leaders of the economy of today and tomorrow
- Discovering better business opportunities
- Discovering partners of choice
- Meeting new customers
- Alerting your mind to innovations
- Better understanding of competitors' choices
- Observing new trends in marketing and communication
- Reflecting on your organization's professional development needs
- Experiencing the pole of emulation that PROMOTE offers in particular to improve its management, from SME to large enterprise
- Increasing awareness of its production or services under the watchful eye of PROMOTE's media partners
- Valorise the visitor-consumer, referee of modern economy



Un coup de feu sur un train de Camrail

Transport ferroviaire. L'incident s'est déroulé au petit matin de vendredi 25 janvier 2019. Une enquête a été ouverte.

Le trafic ferroviaire a repris normalement vendredi le 25 janvier 2019 entre Ngaoundéré –Yaoundé, après quelques heures d'interruption. Dans la nuit de vendredi aux environs de 3h du matin, un train de Camrail en provenance de Ngaoundéré dans la région de l'Adamaoua a légèrement touché par les balles. Le wagon touché par les balles a juste vu ses filtres légèrement fracassés. Cet inci-

dent s'est déroulé dans la localité de Ngoyum, département du Lom et Djerem à l'Est. Selon les informations recueillies auprès des responsables de Camrail, en dehors des vitres qui ont été légèrement endommagées, aucun autre dégât sur le plan matériel ou humain n'a été enregistré. Quelques heures après cet incident, le train a d'abord été immobilisé au niveau de la gare de Belabo pendant quelques heures avant de

continuer son chemin vers la capitale politique. Pour l'instant, il est difficile de dire s'il agissait d'un acte criminel. Joint hier au téléphone, le président du Conseil d'administration de Camrail, Abbo Aboubakar a expliqué : « Nous ne pouvons pas affirmer pour l'instant qu'il s'agissait d'un acte terroriste. L'enquête ouverte par les autorités militaires et administratives nous édifiera davantage. Mais nous savons que l'endroit où le

coup de feu a été tiré est réputé, comme étant une grande zone de chasse. Peut-être que c'est un chasseur qui tirait sur l'animal et le coup de feu a raté sa cible. Tous les passagers sont normalement arrivés à destination et cet incident n'a eu aucun impact sur nos activités. Nous attendons que les autorités bouclent leurs enquêtes ».

P.N.

Une somme de 50.000.000 divise au tribunal

Meiganga. Albert Madva, le greffier en chef est soupçonné d'avoir distrait cette somme représentant les frais de justice et des dépens payés par certains détenus de la prison de Meiganga.

Depuis le 26 décembre 2018, la tension est vive entre le nouveau régisseur de recette près les tribunaux de Meiganga désigné par une note du trésorier payeur général de l'Adamaoua et le nommé Albert Madva, le greffier en chef près les tribunaux de Meiganga. Le greffier en chef près les tribunaux de Meiganga est accusé d'avoir distrait la somme de 50.000.000 FCFA entre 2015 et 2018 selon le rapport de contrôle effectué par les services de vérification de la trésorerie de Ngaoundéré. Ce montant selon la mission de contrôle de la trésorerie de Ngaoundéré correspond aux frais d'amendes et dépenses ainsi que les frais de justice issus du ressort du tribunal de grande et première instance de Meiganga, dans le département

du Mbéré. « Nous avons constaté que le greffier en chef percevait l'argent mais ne les reversait pas au trésor public. Cette situation dure depuis le début du second trimestre de l'année 2015. Le constat a été fait à l'issu d'un contrôle le Tpg a décidé de désigner un intérimaire en date du 26 décembre 2018 » explique une source de votre journal à la trésorerie de Ngaoundéré. Depuis lors malgré plusieurs rappels à l'ordre de la part du président du tribunal de grande instance de Meiganga, le nommé Albert Madva refuse toujours de faire passer le service à la nouvelle responsable de la régie de recette près les dits tribunaux. Situation dénoncée aussi par le régisseur de la prison de Meiganga qui voit 13 détenus maintenus encore à la prison de Meiganga en

détention après avoir purgé leur peine et payé auprès du greffe des tribunaux de Meiganga les différents frais et dépens.

Approché par votre journal Albert Madva, le greffier en chef près les tribunaux de Meiganga a déclaré n'avoir aucun compte à rendre à quiconque. « C'est une affaire concernant le ministère de la Justice. J'ai été nommé par quelqu'un à ce poste il y a que lui pour mettre fin à la fonction que j'occupe. Je suis libre de faire du commerce comme je veux et peux » a-t-il déclaré. Selon lui, il ne cédera pas son poste tant qu'une note du ministre de la Justice Garde des Sceaux ne le remplace pas. Il a nié avoir détourné la somme de 50.000.000 FCFA. « C'est de la jalousie de certaines personnes. Je suis à Meiganga et je vais chaque

matin à mon bureau pourquoi je ne suis pas interpellé si j'ai détourné de l'argent » explique Albert Madva, le greffier en chef près les tribunaux de Meiganga. Il a reconnu avoir refusé de passer le service avec la nouvelle responsable désignée par le trésorier payeur général de l'Adamaoua. « Je n'ai pas de problème avec madame Diddi, j'ai tout simplement dit que je ne peux pas passer le service » a-t-il conclu.

Joint au téléphone par le Jour, le président du tribunal de Meiganga n'a ni confirmé, ni infirmé l'information. Selon lui, une réunion de crise s'est tenue avec les responsables de la prison de Meiganga et ceux du Minfi avec pour objectif de trouver une solution.

Adolarc Lamissia

Le bilan s'alourdi

Drame Ngaoundéré- Touboro. Deux autres victimes ont succombé à leurs blessures à l'hôpital régional le 24 janvier dernier. Le bilan consolidé fait état de 25 morts.



Le chauffeur du camion impliqué dans le drame de Ndokwa dans l'arrondissement de Ngan-Ha, département de la Vina, ayant fait 23 morts le 23 janvier 2019, a succombé à ses blessures le jeudi 24 janvier 2019 aux urgences de l'hôpital régional de Ngaoundéré. Une autre dame a rendu l'âme dans la même journée. Le nouveau bilan de ce drame fait état de 25 personnes décédées. Cet accident de la route impliquait un camion semi-remorque et un bus de transport en commun appartenant à la société Touristique Express. Le bus transportait 19 passagers dont 5 enfants. Les trois passagers du camion sont tous morts.

Le 24 janvier 2019 les corps des victimes de ce drame ont été remis aux familles au cours d'une cérémonie funèbres en présence du délégué régional de la Santé publique de l'Adamaoua et du directeur de l'hôpital régional de Ngaoundéré. Imams ; prêtres et pasteurs ont prié pour les morts et la famille des disparus.

En rappel c'est dans la journée du mercredi 23 janvier 2019 qu'un camion semi-remorque plateau vide venant de Touboro, dans la région du Nord est entré en collision avec un bus de transport en commun.

A.L

Former pour barrer la voix aux violences

Education. 274 enseignants du primaire ont pris part à une formation organisée par l'Unesco sur les dangers auxquelles les jeunes filles sont exposées en milieu scolaire.

En milieu scolaire, on observe des violences. La jeune fille est encore la plus marginalisée, l'approche genre n'étant pas respectée. Elle est victime des brimades, des attouchements non consentis, des harcèlements sexuels. Le point le plus remarquable reste la résistance de certains parents à scolariser leurs enfants filles. Tous ces facteurs sont des casse-têtes pour les pouvoirs publics et les Ong en charge de l'éducation. Car selon, eux, ces fléaux sont un frein pour le développement de la jeune fille : « Ils se trouvent que les filles soient sujets de plusieurs problèmes. De ce fait, le résultat est qu'elles n'ont pas la capacité de rétention souhaitée à l'école. Elles n'achèvent même pas souvent le cursus primaire. Alors que l'éducation est le levier de tout développement, et nous la voulons inclusive », relève Michel Mbede, l'inspecteur de l'Education de base d'arrondissement de Yaoundé II.

Après une brève étude et analyse du secteur éducatif, les Ong en charge de ces questions ont identifié le "goulot d'étranglement". D'avis avec les responsables, il faut palier le problème. Les jeunes garçons pourraient faire face à certaines



Yaoundé le 25 janvier 2019. Atelier de formation les Vgms.

agressions. La réponse doit être globale nous disent les experts. C'est la raison pour laquelle, la commission nationale du Cameroun pour l'Unesco, le bureau régional multisectorielle de l'Unesco pour l'Afrique centrale à Yaoundé, l'Unicef, et Plan international apportent une esquisse de solution. Il s'agit d'une formation sur les violences de genre en milieu scolaire au Cameroun (Vgms). La coalition de ces Ong se définit ainsi : « L'Unesco intervient le

cadre du renforcement des capacités du système éducatif. Plan international a une expertise en milieu communautaire, c'est-à-dire qu'il touche les familles d'où viennent les enfants et l'Unicef s'occupe de la protection des enfants. Ceci parce que ces agences ont un mandat complémentaire», explique Bruno Dzounesse, le spécialiste de programme d'éducation pour la santé et le bien-être à l'Unesco. Et d'ajouter : « Cette synergie est importante parce

que l'enfant qui va à l'école vient d'une famille. Et le discours qui est tenu à l'école doit être le même en famille ».

Dans le cadre ce projet, du 23 au 26 janvier, 150 enseignants des écoles de l'arrondissement de Yaoundé II ont été formés. Cette formation s'est étendue à l'Enieg bilingue de Yaoundé, à l'attention de 64 enseignants et de 60 à l'Enieg de Garoua. « Car nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un travail à faire au niveau de la formation des enseignants. C'est dans ce sens qu'on les forment sur les Vgms », clarifie le spécialiste de programme d'éducation pour la santé et le bien-être à l'Unesco. Pour les enseignants, cette formation vient à point nommé : « Quand le maître a dit, l'élève déporte les leçons à la maison. Cet atelier permettra aux enseignants de savoir comment s'y prendre face à ces cas de violences », a précisé Pauline Tabue, Formateur et cadre à l'inspection de l'Education de base d'arrondissement de Yaoundé II. Marie Ngo Kwang s'est réjouie. La maitresse souvent victime de violences en classe de cours moyen 2ème année à Tsinga appliquera désormais la discipline positive.

Guillaume Aimée Mete

12 détenus baptisés à la prison

Bertoua. Ils ont reçu le saint sacrement au terme de plusieurs mois d'évangélisation et catéchèse

12 détenus de la prison centrale de Bertoua ont reçu leur baptême le vendredi 25 janvier 2019 dernier au cours d'une messe organisée spécialement à cet effet au sein du pénitencier par les soins du pasteur Geogy Nathaniel Kwen de la Cameroon Baptist Convention (Cbc). L'initiative est de l'association camerounaise pour la réhabilitation des détenus. Cette cuvée des nouveaux baptisés est le résultat de six mois d'enseignement de catéchèse : « Trois fois par semaine à savoir tous les mercredis, samedis et dimanches après-midi nous sommes ici à la prison. Mercredi et samedi nous venons dans l'après-midi pour l'évangélisation et le dimanche nous venons animer un culte » explique le Révérend pasteur Georgy Nathaniel Kwen. Au cours du culte de circonstance qui s'est déroulé en présence des autorités carcérales, le ministre du culte a exhorté les nouveaux baptisés à être les modèles à travers leur conduite durant et après leur séjour en prison. Il leur a dit qu'ils sont désormais les messagers du Seigneur Jésus-Christ : « Ils ont désormais Jésus -Christ en eux, ils doivent

maintenant refléter la lumière du christ partout où ils se trouvent. C'est une bonne chose qu'ils rencontrent le Seigneur ici en prison, à leur sortie ils pourront faire rayonnés dans toute la société ce qu'il y a en eux et ceci en s'éloignant du péché » explique le pasteur Kwen. Les célébrés se sentent plus connectés à Dieu et ont prêté serment de se mettre totalement au service du Seigneur : « J'ai ressenti que le Saint esprit est descendu en moi, et vraiment j'ai une paix parce que j'ai déjà une perception spirituelle de la vie » se réjouit Abena Bitsang Stéphane. Construite en 1930 pour une capacité d'accueil de 300 détenus, la prison centrale de Bertoua héberge aujourd'hui 1050 détenus. Malgré cet effectif pléthorique de la population carcérale, un effort d'humanisation dans ce pénitencier est néanmoins observé dans le domaine social, la santé et l'alphabétisation. Au-delà du volet religieux, les pensionnaires du pénitencier ont reçu des dons constitués des denrées alimentaires, des bibles des vêtements et du savon.

Charles Mahop

CABINET D'AVOCATS PRISO & ASSOCIES
BARREAU DU CAMEROUN
BP 2741 DOUALA GSM: +237 677 66 66 65; Mob: +237 699 98 08 96

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Jeudi 21 Février 2019 , à 7h 30 minutes par devant le Tribunal de Grande Instance du Wouri à Douala, vente aux enchères publiques de l'Immeuble ci-dessous désigné, appartenant à Monsieur AZEULI NKAMEGNI Jean Claude, Cadre Commercial demeurant à Douala, BP. 6158 né le 2 Octobre 1955 à Olembé, Fils de NKE-MEGNI Philippe et de KAMO Rose ;

Aux requête, poursuites et diligences de la Société de Recouvrement des Créances du Cameroun "SRC", Société à Capital public de 2 000 000 000 F CFA dont le siège social est à Yaoundé, Rue du Marché du Mfoundi, BP.11991, mandataire du Crédit Foncier du Cameroun en abrégé (CFC), en vertu de la Convention portant Mandat de recouvrement en date du 20 Février 2015, laquelle a pour Conseil le Cabinet d'Avocats PRISO & Associés BP. 2741 et ayant domicile élu en l'Etude de Maître KAMTCHUING Octavi, Huissier de Justice près la Cour d'Appel du Littoral et les Tribunaux de Douala BP 2261, TEL 233 43 85 46, Etude sise 364, Boulevard du Président Ahmadou AHIDJO, face carrefour Arno, agissant en vertu du Pouvoir Spécial aux fins de Saisie Immobilière en date du 28 Mars 2018 à lui conféré par le Crédit Foncier du Cameroun en abrégé (CFC) représenté par la Société de Recouvrement des Créances du Cameroun "SRC" agissant par son Directeur Général Madame Marie Rose MESSI;

Et en vertu:

- De la grosse dument en forme exécutoire de la Convention de prêt assortie d'Hypothèque Conventionnelle par le Crédit Foncier du Cameroun au profit de Monsieur AZEULI NKAMEGNI Jean Claude N° 3005 du 29 Mai 2001 du Répertoire des Actes de Maître Marceline ENGANALIM, Notaire à Douala, acte enregistré au Centre Provincial des Impôts du Littoral (Actes Civils) le 22 Juin 2001 Voie 13, Folio02, Numéro 015;
- Du Commandement aux fins de Saisie Immobilière daté 15 Mai 2018 de Maître KAMTCHUING Octavi, Huissier de Justice à Douala ;
- Du Jugement Civil N° 037 rendu le 17 Janvier 2019 par le Tribunal de Grande Instance du Wouri, ordonnant la continuation des poursuites et fixant au 21 février 2019 la date de vente ;

Il sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur l'immeuble ci-après désigné ;

DESIGNATION
Un Immeuble Urbain bâti (initialement non bâti selon le certificat de propriété), situé dans l'Arrondissement de Douala Vème, quartier Akwa-Nord, lieu dit Makepe, formant le Lot N°2 du Bloc 01, d'une contenance superficielle de Neuf Cent Quatre Vingt Huit (988) mètres carrés, objet du Titre Foncier N°23066 du Département du Wouri ;

LIMITES :

- Au Nord-Est, par une Rue de 10 m
- Au Sud-Est, par une Rue de 12 m ;
- Au Sud-Ouest par le lot N° 4 ;
- Au Nord-Ouest, par le lot N°1 ;

MISE A PRIX
Outre les charges et conditions insérées au Cahier des Charges dressé le 3 Août 2018 par Maître Joël PRISO du Cabinet d'Avocats PRISO & Associés, et déposé au Greffe du Tribunal de Grande Instance du Wouri le 07 Août 2018, les enchères seront reçues sur la mise à prix de :

65 240 000 F CFA
Enchères : 500 000 F CFA
Fait et rédigé à Douala le Par le Conseil de la partie poursuivante.

Signé : Maître Joël PRISO

Pour tout renseignement, s'adresser :
-Au Cabinet d'Avocats PRISO & Associés, BP.274, GSM: +237 677 66 66 65; Mob: +237 699 98 08 96
- Au Greffe du Tribunal de Grande Instance du Wouri.
- A l'Etude de Maître KAMTCHUING Octavi, Huissier de Justice à Douala BP 2261 Tél. 233 43 85 46 ; Mob : + 237 699 485 070

PRISO & ASSOCIATES LAW FIRM
CAMEROON BAR
PO BOX: 2741 DOUALA GSM: +237 677 66 66 65; Mob: +237 699 98 08 96

SALE ON REAL ESTATE SEIZURE

Thursday, February 21, 2019, at 7:30 minutes before the Tribunal de Grande Instance du Wouri in Douala, public auction of the Building below designated, belonging to Mr. AZEULI NKAMEGNI Jean Claude, Commercial Executive residing in Douala, Po Box: 6158 born October 2, 1955 in Olembé, son of NKAMEGNI Philippe and KAMO Rose;

At the request, prosecution and due diligence of the Cameroon Debt Collection Company "SRC", a company with public capital of 2,000,000,000 CFA francs, headquartered in Yaounde, Mfoundi Market Street, BP.11991, agent of the Crédit Foncier du Cameroun abbreviated (CFC), under the terms of the Agreement on Recovery Mandate dated February 20, 2015, which is advised by the PRISO & Associés Law Firm. Po Box 2741 and having elected domicile in the Study of Master KAMTCHUING Octavi, Bailiff at the Court of Appeal of Littoral and the Courts of Douala Po Box: 2261, TEL 233 43 85 46, Study located 364, Boulevard President Ahmadou AHIDJO, face Arno crossroads, acting under the Special Power for the purposes of Real Estate Seizure dated March 28, 2018 to him conferred by the Credit Foncier of Cameroon abbreviated (CFC) represented by the Company of Recovery of Credits of Cameroon "SRC" acting by his Chief Executive Officer Marie Rose MESSI; And under:

- For the fat dument in executory form of the Convention of loan with Conventional Mortgage by Crédit Foncier of Cameroon for the benefit of Mr. AZEULI NKAMEGNI Jean Claude N ° 3005 of May 29th, 2001 of the Directory of the Acts of Master Marceline ENGANALIM, Notary to Douala, deed registered at the Provincial Center for Coastal Taxes (Civil Proceedings) on June 22, 2001 Flight 13, Folio02, Number 015;- The Command for the Seizure of Real Estate dated May 15, 2018 by Maître KAMTCHUING Octavi, Bailiff in Douala;
- Civil Judgment No. 037 issued on January 17, 2019 by the High Court of Wouri, ordering the continuation of the proceedings and fixing February 21, 2019 as the date of sale; It will be awarded to the highest bidder and last bidder the property named below;

DESIGNATION
A built Urban Building (initially not built according to the certificate of ownership), located in the fifth District Douala, Akwa-Nord district, Place called Makepe, forming Lot N ° 2 of Block 01, with a superficial capacity of Nine One hundred and eighty-eight (988) square meters, object of Land Title No. 23066 of the Department of Wouri ;

LIMITS:

- Northeast, by a 10 m street
- Southeast, by a 12 m Street;
- Southwest by Lot N ° 4;
- In the North-West, by lot N ° 1

PRICING

In addition to the charges and conditions inserted in the specifications drawn up on August 3, 2018 by Maître Joël PRISO of the PRISO & Associés Law Firm, and filed in the Registry of the High Court of Wouri on August 07, 2018, the auction will be received on the price of:
65,240,000 CFA francs Auctions:
500 000 F CFA Done and drafted

At Douala on..... For the Council of the prosecution.
Signed: Maître Joël PRISO
For more information,
Contact: - At the Law Firm PRISO & Associés, BP.2741,
GSM: +237 677 66 66 65; Mob: +237 699 98 08 96
- At the study of Maître KAMTCHUING Octavi, Bailiff at Douala BP 2261 Tel. 233 43 85 46; Mob: +237 699 485 070

APPEL A CANDIDATURES

Une entreprise conseil en communication, marketing et événementiel basée à Yaoundé recrute pour des besoins de renforcement de son équipe :

- Un expert marketing digital
- Un expert en communication pour le développement (C4D)

Type de contrat : CDD d'un (01) an susceptible d'être reconverti en CDI en cas de performances satisfaisantes au terme du CDD.

Lieu d'affectation : Yaoundé avec de nombreux déplacements au Cameroun et dans la zone CEMAC et UEMOA.

Date de prise de service : 1^{er} mars 2019

Profils de poste et compétences requises



NB. : les candidatures féminines sont encouragées.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre de motivation + CV) à l'adresse : contactez-nous.nous@yahoo.com

Au plus tard le 15 février 2019

Expert marketing digital

Rattaché au Département marketing et commercial dont il contribue de manière générale à la réalisation de ses missions, l'expert marketing digital est en charge, de manière spécifique, de l'exécution des projets que les clients confient à l'Agence dans le domaine du digital : stratégies digitales, campagnes promotionnelles basées sur les outils digitaux, réalisation et animation des outils et plateformes digitales (sites web, applications web, médias sociaux, CRM, mobile marketing), veille e.réputationnelle, formation, coaching et études diverses dans le domaine du digital. En collaboration avec les autres fonctions opérationnelles de l'Agence, il participe à la préparation et au montage des offres et propositions techniques et financières que l'Agence soumet à ses prospects et clients dans le domaine du digital. L'expert marketing digital participe enfin à la définition et la mise en œuvre du plan marketing et du plan d'action commerciale de l'Agence.

- Titulaire d'un diplôme BAC + 5 en Marketing, l'expert marketing digital devra justifier d'une expérience professionnelle minimale de deux (02) ans dans le domaine du marketing et du digital.
- Il devra avoir une parfaite maîtrise du français ou de l'anglais avec une bonne compétence orale dans la deuxième langue.

Expert en Communication pour le développement (C4D)

- Placé sous la responsabilité d'un chef projet C4D, l'expert en communication pour le développement contribue à l'exécution des contrats que les clients confient à l'Agence dans le domaine de la C4D : élaboration et mise en œuvre des stratégies et campagnes de communication à caractère social ou en lien avec des enjeux de développement durable et social (plaidoyer, mobilisation communautaire, communication pour le changement de comportements, renforcement des capacités des acteurs sectoriels et communautaires...), conception et production des supports de communication spécifiques à la C4D, études CAP (Connaissances-Attitudes, Pratiques), évaluation post-campagnes. En collaboration avec les autres fonctions opérationnelles de l'Agence, l'expert C4D participe à la préparation et au montage des offres et propositions techniques et financières que l'Agence soumet à ses prospects et clients dans le domaine de la C4D.
- Titulaire d'un BAC + 5 en sciences sociales (communication, marketing, sociologie et domaines apparentés) l'expert C4D devra justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans dans une agence de communication ou un organisme de développement : Projet/Programme de développement, ONG/Association, Organisme international...). Une bonne connaissance des institutions internationales (UE, agences de l'ONU, coopérations bilatérales, banques de développement, etc.) serait un atout.
- Il devra avoir une parfaite maîtrise du français ou de l'anglais avec une bonne compétence orale dans la deuxième langue.

« Impressionnés par la qualité du travail »

Pr Narcisse Mouelle Kombi, ministre des Sports



Cette visite est en parfaite résonnance avec les très hautes instructions du président de la République, S.E. Paul Biya, appelant à une forte mobilisation, à une accélération des chantiers relatifs à l'organisation et à l'accueil de la Can au Cameroun. Il était impératif pour nous de nous rendre sur le site d'Olembe, le complexe sportif de 60.000 places, pour prendre la mesure de cette mobilisation. Aux termes de cette visite, qui nous a permis de faire le tour, en tant que maître d'ouvrage, nous pouvons dire notre satisfaction, parce que nous relevons qu'il y a effectivement une mobilisation, un engagement des différentes équipes de travail sur le chantier. Nous sommes impressionnés par la qualité du travail. Nous relevons par exemple que les 60.000 places sont positionnées sur les gradins. Tout en félicitant les différentes équipes présentes sur le terrain, nous ne pouvons en appeler qu'à davantage de dé-

termination, de volontarisme pour que les délais contractuels convenus soient tenus et surtout pour que l'on puisse rencontrer les très hautes instructions du président de la République en matière d'achèvement, d'aboutissement heureux des chantiers destinés à la Can.

Propos recueillis par A.C.

Brèves

Pourquoi Koulibaly a choisi le Sénégal



Après avoir porté le maillot de l'équipe de France des moins de 20 ans, le défenseur central de Naples Kalidou Koulibaly (27 ans, 28 sélections) a finalement choisi de représenter le Sénégal. Un choix influencé par son entourage.

"J'ai eu la chance de jouer une Coupe du monde avec les moins de 20 ans. J'y ai côtoyé Alexandre Lacazette et Antoine Griezmann, a rappelé le Napolitain au Canal Football Club. Mais par la suite, je pense que je n'étais pas au niveau de la

sélection française donc je me suis fait un peu oublier. Il a fallu faire un choix : attendre l'équipe de France ou jouer avec le Sénégal. En parlant avec ma famille et mes proches, j'ai décidé de jouer pour le Sénégal. En voyant les yeux de mes parents briller, c'est un choix que je ne regretterai jamais." Le sélectionneur tricolore Didier Deschamps, lui, doit regretter cette décision, lui qui suivait les performances de Koulibaly sans connaître son statut d'international sénégalais.

La LFP va juger les incidents dès lundi

Lors du match entre l'Olympique de Marseille et Lille (1-2) vendredi en Ligue 1, de nombreux incidents ont eu lieu au Stade Vélodrome, avec bien évidemment un pétard jeté sur la pelouse qui a provoqué l'interruption de la rencontre pendant 35 minutes. Selon les informations du quotidien régional La Provence ce dimanche, la commission de discipline de

la LFP va se réunir en urgence dès lundi !

Ce dossier va être ainsi traité en urgence par l'instance française, qui pourrait lourdement sanctionner l'OM. Selon les règlements, le club phocéen peut écoper d'une amende, d'un huis clos total ou partiel de son stade ou encore d'un retrait des points. Cette ultime sanction semble cependant peu probable étant donné les faits.

Toutes les 60.000 places installées

Stade d'Olembe. Le nouveau ministre des Sports a effectué sa première visite dans cette infrastructure vendredi dernier.



Yaoundé, le 25 janvier 2019. Stade d'Olembe, le ministre des Sports en visite dans le chantier

L'image que renvoie le stade d'Olembe de 60.000 places pour tous ceux qui passent non loin de là, n'est pas un rêve. Il suffit de l'approcher pour se rendre compte qu'il s'agit de la réalité, une gigantesque œuvre architecturale à laquelle beaucoup de Camerounais n'ont pas cru dès le début de sa construction. A distance, toute la couverture du stade est déjà terminée, même si elle a pris un coup de poussière du fait de la saison sèche et surtout des activités encore en cours dans ce chantier. Les travaux de pose de cette couverture du stade se sont déroulés au mois de décembre 2018, nous a indiqué Sam Thamin, le directeur général de Gruppo Piccini, l'entreprise italienne chargée de la construction de ce complexe sportif. Un peu plus près, c'est-à-dire dans ce chantier, l'on se rend compte que les travaux restants sont ce que d'aucuns appellent des finitions. De l'extérieur, l'on aperçoit les deux stades annexes dont l'un affiche déjà la verdure de sa pelouse et

sa tribune avec les 2000 places assises. Les ouvriers s'attellent ici et là pour la dernière toute sur ce stade annexe situé à gauche de l'entrée principale du grand stade. A droite, le deuxième stade annexe attend la pose du gazon, avec une tribune en finition pour accueillir les travaux de fixation des sièges comme son jumeau à côté. Le centre commercial se dresse aussi et se dévoile entre ces deux stades annexes.

Une fois à l'intérieur du grand stade, l'on est impressionné par ses installations. Tous les sièges ont déjà été installés dans les gradins construits en un seul palier. A la fin du mois de novembre 2018, 45.000 sièges avaient déjà été installés. Le reste, 15.000 ont été réalisés avant la fin du mois de décembre 2018, nous a confié le directeur général de Groupes Piccini. Tous les 60.000 sièges sont encore recouvert d'emballage en plastiques, question de les protéger contre la poussière qui donné une autre couleur à ces gradins. En dessous de

l'habillage en plastique, l'on perçoit bien les couleurs vert rouge et jaune, avec le dessin d'une tête de lion au milieu des gradins situés en face de la tribune présidentielle. Une tribune dont les installations sont en cours. Tout comme la tribune et la salle de presse. L'autre particularité de ce chantier est la pose du revêtement du sol dans tous les paliers des tribunes, en carreaux et bien protégés par des couches de moquette.

En ce moment, l'aire de jeu a été libéré de toutes les grues et autres engins lourds et subi des travaux de terrassement et nivellement pour attendre les différentes couches de matériaux précédant la pose de la terre végétale sur lequel devra être déroulé le gazon. Une fois ce gazon posé, l'on n'attendra plus qu'un match de football dans ce stade, qui sera ainsi complet avec sa piste d'athlétisme. Et parlant de ce gazon, la pépinière verdoyante, s'impose aux yeux de tous lorsqu'il faut passer par le parc à containers de l'entreprise Piccini. L'on a appris

qu'il y a 6.500 containers parqués et contenant tout le matériel à installer ou déjà posé dans le complexe. Le tout ayant été transporté par 14 bateaux.

La visite, un parcours de combattant

Tout ceci a été visité par le Pr Narcisse Mouelle Kombi, le ministre des Sports, qui effectuait alors sa première visite dans ce chantier depuis sa nomination le 4 janvier dernier. Le patron des Sports a ainsi fait le tour du propriétaire pour la première fois, accompagné des autorités administratives et de ses proches collaborateurs. Une visite qui a été un véritable parcours de combattant ayant duré plus d'une heure et demie. Le pas alerte de l'entrée dans le stade, dans les labyrinthes du chantier, passant un niveau à l'autre par des escaliers, le Pr Narcisse Mouelle s'est fait parfois expliqué certains détails du chantier, loin de certains de ses collaborateurs, essoufflés par le rythme et la distance parcourue dans tout le chantier de ce stade d'Olembe dans lequel s'affairaient les techniciens à tous les coins, dans les travaux d'étanchéité, de peinture, de pose d'appareil, de carreaux, et toutes sortes d'occupations. Le stade Paul Biya de 60.000 places d'Olembe avec ses deux terrains annexes est très attendu pour une livraison entière à la fin du mois de mars prochain. « La plupart de travail est terminée. Tout le travail important est terminé. Il reste trois à quatre activités qui vont être terminées entre maintenant et la fin du mois de mars. On oscille autour de 80% du taux de réalisation de ce stade », a rassuré Sam Thamin. Une séance de travail d'environ trente minutes a eu lieu à huis-clos entre les responsables de Piccini, d'Egis, le contrôleur, et le ministre des Sports, avant la fin de la visite. On attend.

Achille Chountsa

Des nouvelles dates de la Can 2019

Can 2019. Le Comité d'Urgence de la Confédération Africaine de Football a confirmé ce jour, les dates définitives de la compétition aura lieu du vendredi 21 juin au 19 juillet.

Initialement programmée du 15 juin au 13 juillet 2019 au Cameroun, la Can n'aura plus lieu au pays de Roger Milla. L'Egypte a été choisie le 8 janvier dernier par la Comité exécutif de la Caf pour abriter la compétition à la place du Cameroun, disqualifié pour 2019. La Caf, à travers un communiqué officiel, a annoncé un changement de date de cette compétition aussi vendredi der-

nier. Elle aura lieu du 21 juin au 19 juillet 2019.

« Désignée pays-hôte de la CAN 2019 au pied levé en remplacement du Cameroun le 8 janvier, l'Egypte dévoile peu à peu des informations concernant l'organisation de la compétition. Au micro de la chaîne ON Sport TV, le président de la Fédération égyptienne de football (EFA), Hany Abo Rida, a laissé entendre que cette CAN, la première à 24 équipes, va se dé-

rouler dans cinq villes et 8 stades : Le Caire (2 stades), Alexandrie (2 stades), Suez (2 stades), Port-Saïd et Ismaïlia », annonce le communiqué de la Caf.

Le principal stade du pays, le Borg Al Arab Stadium (86 000 places), ne va pas être retenu pour le tournoi. Interrogé par la BBC, le porte-parole de l'EFA, Ahmed Megahed, a expliqué que cette enceinte située dans la banlieue d'Alexandrie sera

trop difficile à remplir si ce n'est pas l'Egypte qui joue, surtout qu'elle est moins bien desservie en transports en commun. La date du Tirage au Sort Officiel de la Compétition reste fixée au 12 avril 2019 au Caire. Le gouvernement égyptien ayant donné toutes les assurances de la bonne tenue de la compétition.

A.C avec Cafonline.com

Eding et Yosa boudent l'ouverture

Ligue 1. Programmés pour lancer le début de la saison, les deux clubs ne se sont pas présentés au stade militaire de Yaoundé.



Yaoundé, le 26 janvier 2019. Stade militaire. Le défilé des jeunes portant les pancartes avec les noms des clubs devant prendre part au championnat de Ligue 1.

Pour certains observateurs présents au stade militaire de Yaoundé, le football camerounais est désormais dans la rue. A l'occasion du lancement officiel du championnat de Ligue 1 devant mettre aux prises Eding sport de la Lékié à Yong sport academy de Bamenda, le constat fait par le maigre public était troublant. Les deux équipes étaient toutes absentes en dépit de la préparation faite par la Ligue de football professionnel du Cameroun (Lfpc).

Au lieu d'une rencontre de football en bonne et due forme, on a assisté à une cérémonie culturelle animée par l'Institut national de la jeunesse et des sports (Injs) et le défilé des jeunes tenant en main des plaques sur lesquelles on pouvait lire les différentes équipes devant prendre part aux championnats. Après cette « fête », plus rien. « Voilà alors la honte qu'on nous sert en modo vision. Que dira Ahmad. On n'arrive même pas à organiser un simple championnat ». Frustré et se

sentant floué, le public n'a pas pu mettre sous cap cet autre affront. Selon Cédric Afu, supporter de Bang-Bullet de Nkambe : « Les dirigeants de ce sport n'honorent pas le Cameroun. C'est une grosse honte. Qui va rembourser notre argent de taxi maintenant ? ». Sur les visages la colère était perceptible.

En première ligne de l'espace réservé aux autorités, le Général Pierre Semengue, président de la Lfpc était fièrement assis. Le nouveau patron de la Fécafoot, Seidou Mbombo

Njoya et le ministre des Sports et de l'éducation physique, Mouelle Kombi, étaient tous absents. « Ces absences sont significatives. Ont-ils vu la honte venir et ont brillé par l'absence ? », se questionne Ibrahim Hamadou. Tout était pourtant prêt pour le lancement de la saison précise le Général : « Mais les équipes ne se sont pas présentées. Maintenant, les officiels vont constater le forfait des deux équipes ». Et d'ajouter : « Notre réglementation règle ce problème de fond. J'espère qu'à la deuxième journée, il n'y aura pas un autre forfait. Si c'est le cas, c'est un forfait général », explique tout confiant le président de la Lfpc.

Au regard des différents points et analyses émis éparés, la brouille pourrait perdurer au cas où l'Assemblée générale ne se tient pas tel que prévu par les textes organisant la Ligue : « La ligue c'est les clubs jusqu'à preuve de contraire. Pourquoi la doléance du Sycec est mal perçue ? Au-delà de ce qui précède, comment peut-on vouloir lancer une nouvelle saison sans faire le bilan de la saison précédente ce qui permettra de concéder les acquis et d'améliorer les manquements ? », s'interroge un analyste sportif. Pour se consoler, certains se sont rués autour du buffet afin de taire, le temps d'un repas, leur mécontentement.

Solière Champlain Paka

Les Camerounais touchent le fond au Gabon Tropicale Amissa Bongo 2019. Alors l'Erythrée se bat pour les victoires d'étapes avec les coureurs européens, l'équipe nationale du Cameroun s'offre le fond de tous les classements.

Un jeune Erythréen de 18 ans a grillé la politesse à de nombreux professionnels de la petite reine lors de la 3ème étape de la Tropicale Amissa Bongo 2019. Girmay Hailu Biniyam en remportant au sprint l'étape entre Leconi et Franceville longue de 98 kilomètres, annonce des couleurs de ce qui pourrait se passer sur les routes du Cameroun le mois prochain lors du tour de l'espoir.

La Tropicale Amissa Bongo 2019 qui regroupait 90 coureurs issus de 15 équipes au départ, s'est achevée ce dimanche 27 janvier. Alors que l'Erythrée, l'Algérie, le Rwanda, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire placent les coureurs dans la bousculade du haut du classement général, le Cameroun se contente des places du fond du classement. Il faut aller chercher à la 40ème place pour trouver le 1er Camerounais. Robert Fozing Dassie est à plus de 5 minutes du maillot jaune l'Italien Niccolò Bonifazio. Rodrigue Kuere Nounawe, le plus jeune des cyclistes camerounais présents au Gabon occupe la 78ème place, Le champion du Cameroun Ar-

tuce Tella pointe à la 74ème place sur les 80 coureurs classés, à une bonne heure du maillot jaune à la fin des 845,2 kilomètres de route. Tientcheu Michel 69ème, Nanko Yannick 66ème, et Kamzong Abessolo 41ème n'ont fait que figurer dans un peloton où les européens règnent en maîtres absolus.

Dépourvu de toute stratégie de groupe, le capitaine de l'équipe nationale du Cameroun Clovis Kamzong Abessolo s'est lancé dans un groupe d'échappées lors de la 3ème étape, et a résisté jusqu'à 5 km de l'arrivée, avant d'être rattrapé par les équipes de sprinters. Une prestation isolée qui lui a valu la récompense par défaut de maillot du combatif du jour. Dans le classement des jeunes où les pays africains se bousculent en tête, le seul Camerounais de ce classement Eric Rodrigue Kuere Nounawe est classé 28ème sur les 28. Ce qui n'annonce pas des fleurs pour la course que le Cameroun s'apprête à accueillir en février prochain.

David Eyengué

«Une préparation spécifique inadaptée»

Jean-Philippe Duracka, ancien directeur technique national du Cameroun



La performance des Camerounais est décevante, pas par rapport aux professionnels mais aux autres Nations Africaines... En cyclisme il y a une logique, pour préparer un objectif comme la Tropicale, il faut une grosse charge de travail suivi d'une décompression afin de faire une surcompensation au moment de l'épreuve le tout doit prendre minimum trois semaines avec une diététique rigoureuse et des massages quotidiens... Au lieu de faire ce stage (qui était indispensable) pour préparer une telle confrontation les Lions sont restés au quartier... Le résultat des Lions à la Tropicale est le reflet d'une préparation spécifique inadaptée pour une épreuve d'un tel niveau.

Le cyclisme africain progresse à vitesse grand V il faut absolument que la Féca-

clisme se mette à la page sinon la descente dans les classements va continuer. Pourtant physiquement vous avez de très bons coureurs mais leur potentiel est totalement inexploité, il absolument faut relancer une dynamique positive... Le plus inquiétant, le seul jeune de la sélection termine avant dernier il y a des questions à se poser avant le Tour de l'espoir (les jeunes c'est l'image de l'avenir d'une fédération, le vôtre semble bien sombre)... Excusez-moi d'être négatif, mais c'est le triste constat que je fais d'un cyclisme national et qui actuellement n'est pas à sa place). Sincères amitiés et bon courage à tous mes amis cyclistes Camerounais... Votre ancien DTN qui reste votre supporter numéro 1 malgré tout ».

Propos recueillis au téléphone par D.E

Tonnerre de Yaoundé gronde face au vide

Yaoundé. Union de Douala n'a pas effectué le déplacement du stade Ahmadou Ahidjo alors que le chargé de la communication des blanc-noir, Serge Tamba, invite les clubs à retrouver le gazon vert.



Yaoundé, le 27 janvier 2019. Stade Ahmadou Ahidjo. Tonnerre s'échauffant en l'absence de son adversaire Union.

Tonnerre Kalara club était présent hier, 27 janvier 2019, au stade Omnisports Ahmadou Ahidjo à l'occasion de la 1ère journée du championnat de Ligue 1. L'équipe de Yaoundé devait recevoir Union sportive de Douala. Les poulains de Franck Happi n'ont pas effectué le déplacement alors que le promu, Tkc, avait hâte de jouer. Tonnerre s'est échauffé pendant quelques minutes sur la pelouse verdoyante avant de re-

joindre désespérément les vestiaires.

Les officiels de la rencontre bien que présents, n'ont pas foulés la pelouse. Cette situation est préoccupante se désolent une poignée de spectateurs ayant effectué le déplacement. « Nous devons cesser avec le saupoudrage. L'Etat verse d'énorme somme d'argent à la Ligue, l'argent de nos impôts. Je pense qu'il est temps que le Conseil supérieur de l'Etat mette en place un audit afin que les présidents puissent

justifier l'argent reçu depuis », confie Steve Owona, supporter de Real d'Esse, tout en colère.

Face à cette situation inquiétante, le Directeur de Tkc, Stéphane Semengue, veut faire jouer son club : « Le Tkc est républicain. On ne voit pas les motifs pour lesquelles nous devons observer la grève surtout qu'il y a eu des réunions à la fois à la Fécafoot, à la ligue et au ministère. » Et d'ajouter : « Tout le monde a pris l'engagement de reprendre le 26 janvier. Je ne sais pas ce qui

motive certaines personnes. » Des supporters ne sont plus prêts à rejoindre les stades si les clubs continuent à se regarder en chien de faïence. Pour le chargé de la communication de Tonnerre kalara club de Yaoundé, Serge Tamba : « Il y a une très forte conspiration pour ne pas satisfaire les amoureux du ballon rond et les acteurs du football. Nous avons dit que nous devons sauver notre pays de façon exceptionnelle. Il faut laisser le diable et retrouver le gazon vert. »

Au stade annexe n°1 de Yaoundé, As Fortuna devait recevoir Ums de Loum. Le triste constat y était aussi perceptible. On a du pain sur la planche.

Solière Champlain Paka

1ère journée Ligue 1

EDING (absent) # YOSA (absent)
AVION (absent) # COTON-SPORT (présent)
NEW STARS (absent) # COLOMBE (présent)
AS FORTUNA (présent) # UMS (absent)
TKC (présent) # USD (absent)
PWD (absent) # APEJES (absent)
STAIDE RENARD (absent) # FEUTCHEU Fc (présent)
FOVU (absent) # ASTRES (absent)